Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Analyse

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE
–
n° 145 - Novembre 2019

Actif'Agri : transformations des emplois et des activités en agriculture

De 2000 à 2016, la France a perdu un quart de ses exploitants agricoles, signe de la profonde évolution de son agriculture. Au-delà de cette tendance quantitative, ce secteur se réinvente constamment, par les hommes et femmes qui y contribuent, dont les trajectoires et les compétences se transforment. Pour mieux comprendre ces mutations, le CEP a constitué un groupe de travail réunissant une trentaine d'experts, dont une majorité de chercheurs, qui ont croisé leurs analyses économiques, sociologiques et statistiques. L'ouvrage *Actif'Agri*[1] décrit en détail, au fil de douze chapitres, le panorama qui en résulte. Cette note présente les principaux enseignements de cet ouvrage.

En 2016, la France métropolitaine comptait un peu moins de 570 000 chefs d'exploitation agricole. Ils étaient un quart de plus au tournant du XXIe siècle. La réduction de la population agricole, à l'œuvre depuis plus d'un demi-siècle, s'est accompagnée d'une transformation de la nature de ses emplois et de ses activités. Ainsi, hommes et femmes travaillent aujourd'hui en agriculture sous des statuts divers : salariés permanents ou temporaires, employés par l'exploitation ou par d'autres entités juridiques, saisonniers, travailleurs détachés, aides familiaux, stagiaires, apprentis, etc. Au total, près de 1,7 million d'individus ont travaillé sur une exploitation agricole à un moment donné de l'année 2016.

Sur longue période, la forte réduction de la population agricole s'est accompagnée d'une transformation de la nature des emplois et des activités. L'activité agricole d'aujourd'hui est désormais moins le fait d'un agriculteur réalisant l'ensemble des tâches sur son exploitation, que d'un système complexe d'activités et de fonctions accomplies aussi bien par l'exploitant que par des tiers, salariés ou prestataires. Cette mutation révèle les transformations profondes de l'organisation du travail en agriculture et témoigne de la capacité d'innovation de ce secteur.

L'ouvrage *Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture* documente ces recompositions, avec l'objectif d'en approfondir notre compréhension commune. Quelles sont les grandes tendances actuelles en matière d'emploi et de travail agricoles ? Qui réalise aujourd'hui cette production agricole ? Quelles activités se développent prioritairement, et au dépens de quelles autres ? Qui travaille où et dans quelles conditions ?

En réponse à ces questions, quelques-uns des grands moteurs de changement expliquant ces transformations sont explorés, avec un focus particulier sur les politiques publiques et leurs impacts sur la réalité. En douze chapitres, regroupés en quatre grandes parties, le livre propose donc une vision panoramique et contemporaine de l'*agriculture française au travail*.

Cette note en présente les principaux résultats. Après avoir résumé la démarche d'ensemble de l'ouvrage, elle rappelle, en deuxième partie, les chiffres clés des évolutions en cours et documente les principales tendances à l'œuvre, en approfondissant le cas de la production laitière. La troisième partie traite de la qualité du travail, des emplois précaires, des conditions d'exercice et de santé des travailleurs agricoles et leur mobilité professionnelle. Quelques grands déterminants de ces transformations sont ensuite explorés : la recherche de performance environnementale, la diffusion des innovations, l'internationalisation des filières. Les politiques publiques fiscales, sociales, agricoles et de formation professionnelle sont au coeur de la cinquième partie. Enfin, la dernière présente quelques grands enseignements transversaux de l'ouvrage.

1. La démarche collective d'*Actif'Agri*

Actif'Agri résulte d'un travail collectif, piloté par une équipe-projet du CEP et basé sur un groupe d'experts externes et internes au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, dont une majorité de chercheurs. Ce groupe s'est réuni huit fois, de septembre 2017 à décembre 2018, pour débattre des analyses sous-jacentes aux chapitres de l'ouvrage. La dernière séance, en comité restreint, a permis d'identifier les résultats clés, leurs limites, les messages transversaux de l'ouvrage et les axes stratégiques qui en découlent.

Le plan du livre suit d'assez près le contenu des différentes séances. Chaque chapitre a été coordonné par un membre du CEP, appuyé par des co-auteurs le plus souvent issus du groupe de travail. L'approche choisie consiste à éclairer les transformations des emplois et activités agricoles sous des angles divers,

1. Forget V., Depeyrot J.-N., Mahé M., Midler E., Hugonnet M., Beaujeu R., Grandjean A., Hérault B., 2019, *Actif'Agri. Transformations des emplois et du travail agricoles,* Paris, La Documentation française ou https://agriculture.gouv.fr/actifagri-de-lemploi-lactivite-agricole-determinants-dynamiques-et-trajectoires

complémentaires, afin d'en saisir toute la complexité. Est par exemple abordée la quantification des personnes en emploi, mais aussi la qualité de leurs conditions du travail, sujets habituellement discutés de façons distinctes, dans les sphères professionnelles comme institutionnelles et académiques. L'ouvrage n'a toutefois pas l'ambition d'être exhaustif, chaque chapitre résultant aussi des choix personnels et des centres d'intérêt de ses coauteurs.

Cette volonté de transversalité s'accompagne d'une certaine pluridisciplinarité. Si les travaux présentés sont principalement économiques, avec une forte empreinte statistique et économétrique visant à quantifier les phénomènes à l'œuvre, ils mobilisent aussi la sociologie, afin de saisir les manières d'agir, de penser et de sentir des hommes et des femmes qui font l'agriculture contemporaine. Dans une moindre mesure, des enseignements tirés de l'agronomie, du droit ou de la médecine sont également utilisés.

Les analyses d'*Actif'Agri* reposent sur diverses sources, en fonction des sujets traités : recensements agricoles, qui couvrent toutes les exploitations sur l'ensemble du territoire ; enquêtes 2013 et 2016 sur la structure des exploitations (ESEA), qui constituent des points intermédiaires entre deux recensements (environ 70 000 exploitations enquêtées en 2016) ; Réseau d'information comptable agricole (RICA) sur les performances technico-économiques (échantillon d'environ 7 200 exploitations représentatives des exploitations moyennes et grandes de métropole) ; données de la Mutualité sociale agricole (MSA), exhaustives et annuelles sur le champ des cotisants, après retraitements, pour se rapprocher du champ de la statistique agricole. L'ouvrage mobilise également d'autres sources de données, issues de la statistique publique (Insee, Dares, Eurostat, etc.), de l'OCDE, de bases fiscales, ainsi que des résultats issus de recherches plus qualitatives.

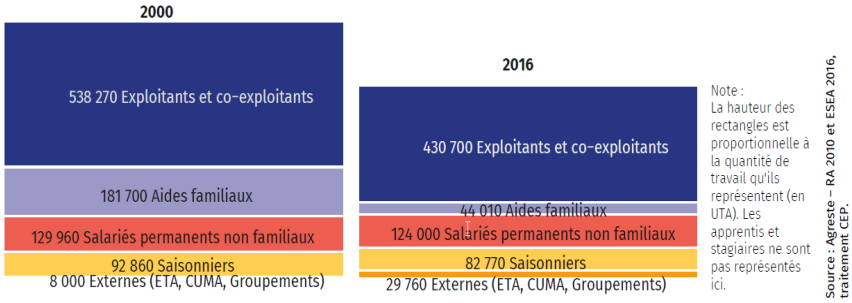
Au-delà de la diversité des méthodes et des données utilisées, tous les chapitres se fondent sur une revue approfondie de la littérature disponible, principalement scientifique. Ils visent tous aussi à dépasser un simple « état de l'art » pour apporter des éclairages nouveaux aux questions posées.

2. Panorama des transformations des emplois et des activités agricoles

Chiffres clés et principales tendances

Comprendre les transformations des emplois et des activités agricoles commence par en saisir les ordres de grandeur, en dressant le portrait statistique des travailleurs de l'agriculture. L'érosion du nombre d'actifs et d'exploitations agricoles se poursuit : la France a perdu un quart de ses exploitants agricoles en 15 ans. En revanche, le travail salarié augmente, en relatif comme en absolu (+ 2,2 % entre 2010 et 2016) et se diversifie (figure 1).

Figure 1 - **Évolution de la main-d'œuvre agricole (en UTA) de 2000 à 2016 par type de travailleurs**



Source : *Actif'Agri*, p. 19

Les salariés en agriculture se révèlent plus jeunes, moins qualifiés, plus précaires et moins bien rémunérés que dans les autres secteurs de l'économie.

Du fait de cet accroissement du salariat, qui concerne plutôt des emplois masculins, la féminisation du secteur recule : la part des salariées agricoles diminue tandis que la part des femmes cheffes d'exploitation stagne à 27 % depuis plus de 10 ans. Les différences de genre persistent néanmoins en agriculture, tant en matière d'activités exercées que de trajectoires professionnelles.

Par ailleurs, les agriculteurs vieillissent : de 2010 à 2016, la part des 60 ans et plus est passée de 10 à 17 %. Leur âge moyen est de 52 ans en 2016, soit plus que la moyenne des actifs français (40,5 ans), mais moins qu'ailleurs en UE, la France étant en 4e position sur 27 pays. Aujourd'hui, un agriculteur français sur trois n'est pas remplacé. Le secteur bovins lait est le plus touché par cette difficulté de renouvellement.

À partir d'un travail original de typologie (RA 2010, ESEA 2016), *Actif'Agri* montre aussi que le modèle traditionnel de l'« exploitation familiale », autrefois homogène, se segmente aujourd'hui en diverses structures où le collectif familial est de moins en moins prégnant. Les exploitations les plus proches du modèle familial à « deux unités de travail agricoles (UTA) » disparaissent ainsi le plus vite (- 49 % de 2010 à 2016). Les chefs d'exploitation adaptent en conséquence leur organisation, avec une simplification des systèmes de production ou un apport extérieur de main-d'œuvre, des holdings agricoles, des regroupements d'exploitants ou encore de la sous-traitance.

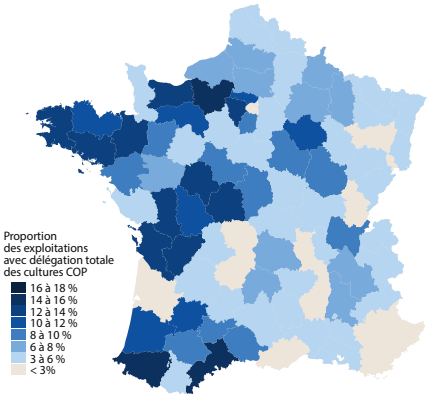
Trois tendances : concentration, délégation et diversification

Trois évolutions particulièrement significatives sont approfondies dans le chapitre 2. La première est la concentration de la main-d'œuvre dans les exploitations de plus grande taille économique. Si la main-d'œuvre agricole est toujours majoritairement présente dans les petites et moyennes exploitations, les plus grandes l'emploient de façon croissante. Cette concentration s'accompagne d'une augmentation de la productivité du travail, de la rentabilité, mais aussi de l'endettement.

La deuxième tendance majeure est la sous-traitance, autrefois marginale mais aujourd'hui courante, en particulier pour les travaux culturaux (figure 2). De nouvelles formes d'entreprises de travaux agricoles émergent, dédiées par exemple à la délégation intégrale des activités.

Le dernier phénomène analysé est la diversification des activités sur l'exploitation, qui accompagne la pluriactivité des ménages agricoles et le maintien de la main-d'œuvre. Elle s'accompagne aussi d'une certaine stabilité des revenus.

Figure 2 - **Part des exploitations en délégation intégrale des travaux culturaux, par département en 2016 par type de travailleurs**

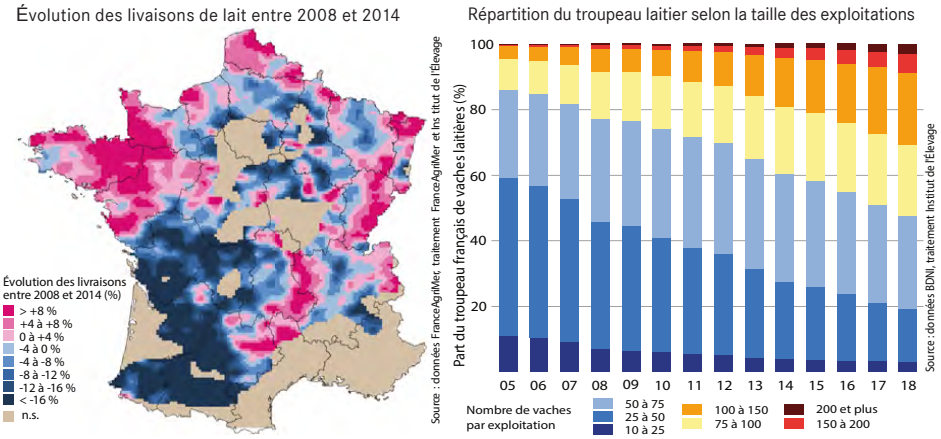


Source : *Actif'Agri*, p. 40

La filière laitière, concentré des transformations à l'œuvre

Les tendances évoquées précédemment masquent la diversité des évolutions d'une filière à l'autre. Le chapitre 3 l'illustre en déclinant ce panorama pour les exploitations laitières, dont les mutations ont été accélérées par l'arrêt des quotas laitiers : concentration géographique, augmentation de taille (figure 3), réduction du nombre d'emplois, développement du salariat, gains de productivité volumique, etc. De 1996 à 2015, les effectifs de ces exploitations ont diminué de moitié et près d'un actif sur trois

Figure 3 - **Evolution des livraisons de lait (à gauche) et du troupe laitier (à droite)**



Source : *Actif'Agri*, p. 51 et p. 52

y est aujourd'hui salarié. Toutefois, la pluralité des formes d'exploitation et des façons de produire du lait, tout comme le modèle familial, se maintiennent dans les exploitations laitières.

3. La qualité du travail

Au-delà du nombre des hommes et des femmes qui font l'agriculture au jour le jour, la partie 2 d'*Actif'Agri* s'efforce de saisir la réalité des conditions d'exercice de leurs activités. Trois aspects sont plus particulièrement abordés : la précarité de certains emplois salariés, les conditions de travail et de santé des actifs agricoles, et enfin leur mobilité professionnelle.

Emplois précaires en agriculture

Le chapitre 4 traite de la précarité de certains emplois salariés, sujet récurrent dans ce secteur historiquement dépendant de la main-d'œuvre saisonnière et temporaire. Les salariés agricoles sous statuts précaires (CDD, saisonniers, apprentis) représentent aujourd'hui 50 % du volume de travail et 80 % des personnes salariées par les exploitations au cours d'une année (figure 4).

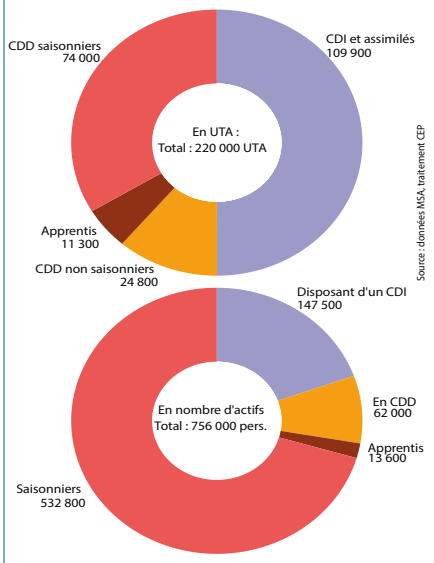
Le chapitre souligne la grande diversité des formes de travail de la main-d'œuvre non familiale, avec une augmentation du salariat dans des entités juridiques extérieures (prestataires de services, agences d'intérim, etc.) et notamment du travail détaché. Il documente aussi diverses formes de travail illégal.

Conditions de travail et de santé des actifs agricoles

Le chapitre 5 complète ce panorama par un focus sur les conditions de travail et de santé des actifs agricoles. En dépit d'importants progrès depuis un demi-siècle, leur quotidien (contraintes horaires, risques physiques, chimiques et biologiques, faible rémunération, endettement), ainsi que le contexte lié à leur activité (isolement, imbrication des sphères privée et professionnelle, pression sociale, normes genrées) sont à l'origine de problèmes de santé spécifiques. En témoigne notamment une plus forte prévalence des accidents du travail et des maladies professionnelles physiques et psychiques, par rapport aux autres catégories professionnelles.

Ce chapitre met aussi en exergue un certain manque de connaissances sur les conditions de travail et l'état de santé de certaines catégories d'actifs agricoles, comme les salariés de groupements d'employeurs ou d'entreprises de travaux agricoles, et ceux sans statut.

Figure 4 - **Main-d'oeuvre salariée des exploitations en 2016**



Source : Actif'Agri, p. 70

Mobilité professionnelle des agriculteurs

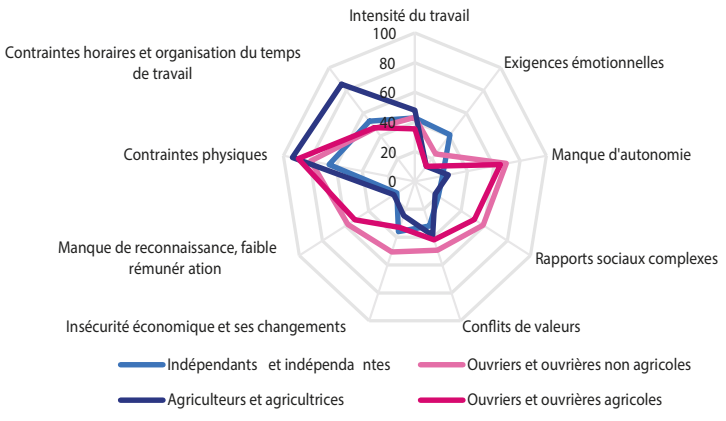
Ces conditions de vie et de travail accroissent la mobilité professionnelle en agriculture, comme le montre le chapitre 6. L'entrée de plus en plus fréquente dans le métier après d'autres expériences professionnelles, ou en dehors de toute ascendance familiale, et la hausse des cessations précoces d'activité, généralement pour une sortie complète du secteur (figure 6), participent de cette logique, dans un mouvement de convergence avec le reste de la société.

Au travers d'exemples de parcours professionnels, le chapitre s'intéresse particulièrement à la génération actuelle des exploitants de moins de 55 ans, installée à partir des années 1990, qui a connu une socialisation élargie et a côtoyé, dans sa scolarité ou dans un voisinage de moins en moins agricole, des personnes issues de milieux différents.

4. Trois moteurs des transformations des emplois et des activités en agriculture

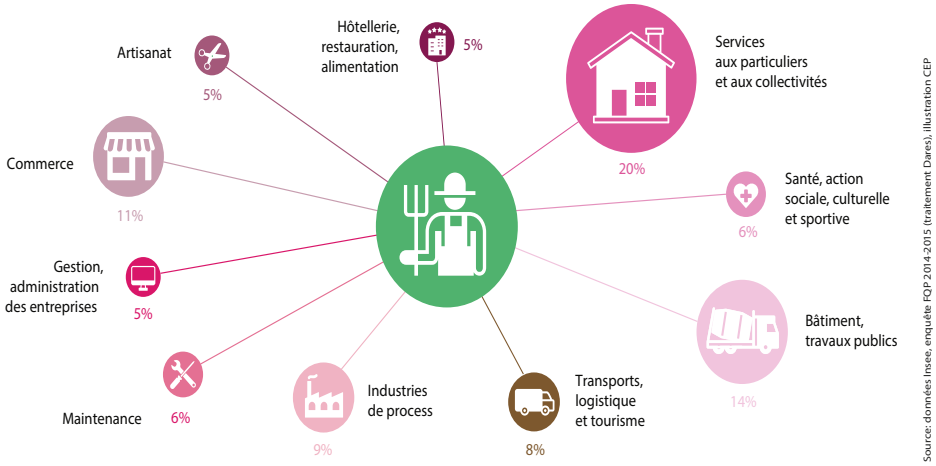
Tout n'est pas agricole dans l'agriculture, et cette dernière n'est pas directement à l'origine de toutes les transformations qui la traversent.

Figure 5 - **Conditions de travail des agriculteurs et ouvriers agricoles par rapport aux autres indépendants et ouvriers en 2013**



Source : *Actif'Agri,* p. 88

Figure 6 - **Secteurs de mobilité professionnelle des agriculteurs quittant l'agriculture**



Source : Actif'Agri, p. 107

Beaucoup d'évolutions présentées dans *Actif'Agri* résultent ainsi d'une combinaison de facteurs extérieurs : attentes des consommateurs, prix des matières premières, niveau d'emploi dans le reste de l'économie, concurrence sur les marchés, etc. Parmi cet ensemble, *Actif'Agri* a étudié plus précisément trois sources de mutations : la recherche de performance environnementale, la diffusion des innovations, et la dynamique des échanges commerciaux.

Tableau 1 - **Lien statistique entre la certification « agriculture biologique » et l'emploi dans les exploitations (toutes choses égales par ailleurs)**

Type de production	Lien AB- nb d'UTA
Bovin lait (ensemble)	+
Bovin lait- Plaine	/
Bovin lait- Montagne	++
Bovin lait- Alpes-Jura	++
Bovin lait- Auvergne	/
Maraîchage (ensemble)	+
Maraîchage- Plein air	++
Viticulture (ensemble)	++
Viticulture- Bordelais	++
Viticulture- Languedoc-Roussillon	++

Source: SSP-ESEA 2013, traitement CEP

Source : tableau synthétisant les figures 7.10 à 7.12 de l'ouvrage *Actif'Agri* (pp. 129-131) et les annexes du document de travail CEP n°14 : Midler E, Depeyrot J.-N, Detang-Dessendre C, 2018, *Performance environnementale des exploitations agricoles et emploi*, Centre d'études et de prospective : https://agriculture.gouv.fr/performance-environnementale-des-exploitations-

Performance environnementale et emplois

Le chapitre 7 analyse le lien entre les performances environnementales des exploitations et l'emploi et les activités qu'elles génèrent. Il montre que l'agriculture biologique se révèle généralement plus créatrice d'emplois (salariés ou non) que l'agriculture conventionnelle, mais avec des impacts différenciés selon les productions et les bassins (tableau 1). Cette main-d'œuvre plus importante s'explique par certaines pratiques agronomiques biologiques, d'une part, et par la fréquence plus élevée de démarches de commercialisation en circuits courts et d'activités de diversification d'autre part.

Au-delà de l'agriculture biologique, le lien entre la performance environnementale des exploitations conventionnelles et l'emploi dépend des orientations : si les exploitations laitières les plus « vertes » sont plus intensives en travail, c'est l'inverse en grandes cultures.

Innovations, emplois et activités

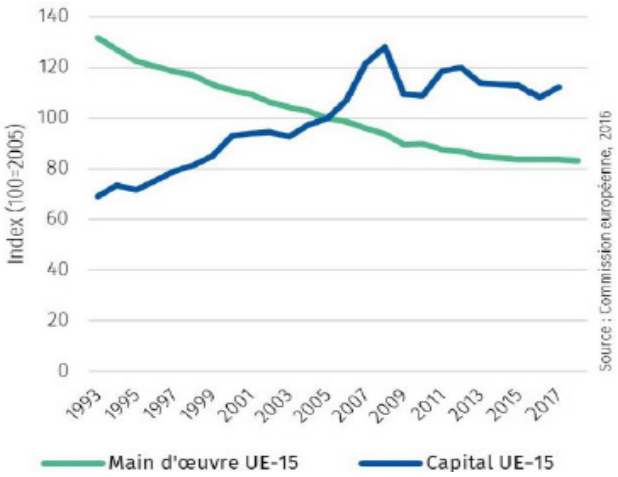
Les conséquences des innovations sur l'emploi sont difficiles à mesurer. Depuis les années 1950, elles se sont surtout traduites par l'accroissement des volumes produits et par la substitution du capital au travail (figure 7), mais elles ont aussi préservé la compétitivité des agriculteurs capables de les mettre en œuvre. Aujourd'hui, si les changements technologiques prolongent cette tendance, d'autres formes d'innovation favorisent des systèmes plus intensifs en travail ou intégrant des contraintes nouvelles, comme la performance environnementale.

Le chapitre 8 montre ainsi que les pratiques agro-écologiques et les circuits courts semblent favorables aux emplois, tandis que l'innovation technologique tend, par les investissements qu'elle exige, à compliquer la transmission de l'outil de production. De plus, les agriculteurs accèdent à ces nouveaux savoirs, outils et techniques par de multiples canaux, de façon de plus en plus individualisée, ce qui modifie en profondeur leur métier.

Les mettre en œuvre. Aujourd'hui, si les changements technologiques prolongent cette tendance, d'autres formes d'innovation favorisent des systèmes plus intensifs en travail ou intégrant des contraintes nouvelles, comme la performance environnementale.

Le chapitre 8 montre ainsi que les pratiques agro-écologiques et les circuits courts semblent favorables aux emplois, tandis que l'innovation technologique tend, par les investissements qu'elle exige, à compliquer la transmission de l'outil de production. De plus, les agriculteurs accèdent à ces nouveaux savoirs, outils et techniques par de multiples canaux, de façon de plus en plus individualisée, ce qui modifie en profondeur leur métier.

Figure 7 - **Évolution du facteur travail de la formation de capital en agriculture dans l'UE-15**



Source : *Actif'Agri*, p. 141

Internationalisation des filières agricoles et emplois

Les échanges internationaux créent des perdants et des gagnants, que cherche à identifier le chapitre 9. De 1995 à 2005, les importations venant de pays disposant d'une importante main-d'œuvre non qualifiée ont globalement réduit l'emploi des travailleurs non qualifiés et contribué à accroître les inégalités de rémunération entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. Toutefois, pour les grands pays exportateurs, comme la France, l'impact positif des exportations a plus que compensé l'impact négatif des importations, avec un bilan global positif sur les emplois non qualifiés et les inégalités.

Sur la période récente, les échanges commerciaux évoluent avec le développement de « chaînes de valeur mondiales ». L'internationalisation des filières agroalimentaires françaises et européennes multiplie ainsi les interactions entre exportations et importations. L'utilisation accrue de produits intermédiaires importés, entrant dans la production de nos exportations, peut améliorer la compétitivité des entreprises, créant de nouveaux débouchés et opportunités d'emploi. *Actif'Agri* montre aussi que l'exportation de produits intermédiaires agricoles et agroalimentaires contribue en France à l'emploi dans leurs secteurs de production (figure 8), mais aussi dans d'autres pans de l'économie, en particulier les services.

5. Les politiques publiques et leurs effets

Secteur fortement encadré et subventionné, et encore assez largement administré, l'agriculture concentre de nombreuses interventions publiques européennes, nationales, régionales ou locales. Si leurs objectifs ne sont, pour la plupart, pas directement liés à la question de l'emploi et à ses évolutions en nombre comme en nature, elles l'influencent pourtant profondément, et les derniers chapitres d'*Actif'Agri* cherchent à comprendre leurs effets tangibles, dans une perspective d'amélioration de l'action des pouvoirs publics.

Politiques fiscales et sociales

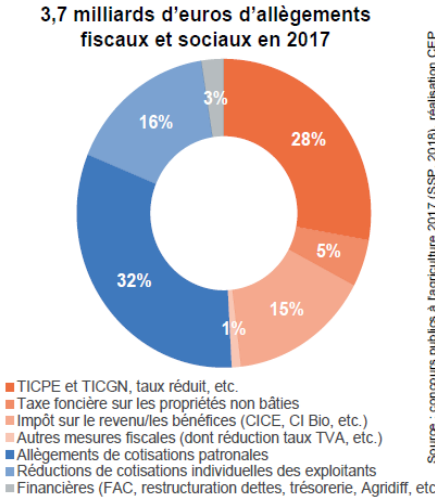
Le premier ensemble analysé est constitué des politiques fiscales et sociales, dont les dispositifs ciblant l'agriculture, variés, prennent une importance budgétaire croissante (figure 9). Si leur objectif principal n'est généralement pas de favoriser l'emploi, la plupart contribuent à le transformer. Dans les années 1960, ces politiques ont accompagné la mutation du « paysan » en « agriculteur » et favorisé la recherche de gains de productivité d'un travail reposant sur un modèle familial et une main-d'œuvre salariée au coût contenu.

Aujourd'hui, elles soutiennent les revenus et sont devenues un outil de gestion des crises. Convergeant vers le droit commun et s'adaptant, progressivement, aux mutations du travail (féminisation, externalisation, etc.), elles contribuent au rapprochement du métier d'agriculteur de celui de chef de petite entreprise, tel qu'observé dans les autres secteurs économiques.

Politiques agricoles

Le chapitre 11 explore quant à lui le rôle des politiques agricoles, en y incluant la Politique agricole commune (PAC) et la régulation des structures et du foncier des exploitations. Le maintien et la création d'emplois agricoles sont des objectifs récents de la première, et plus intrinsèques à la seconde. Dans les deux cas, les outils mobilisés sont divers, avec des effets contrastés sur les transformations des emplois et des activités agricoles.

Figure 9. : **Montants et répartition des allègements fiscaux et sociaux agricoles en 2017**



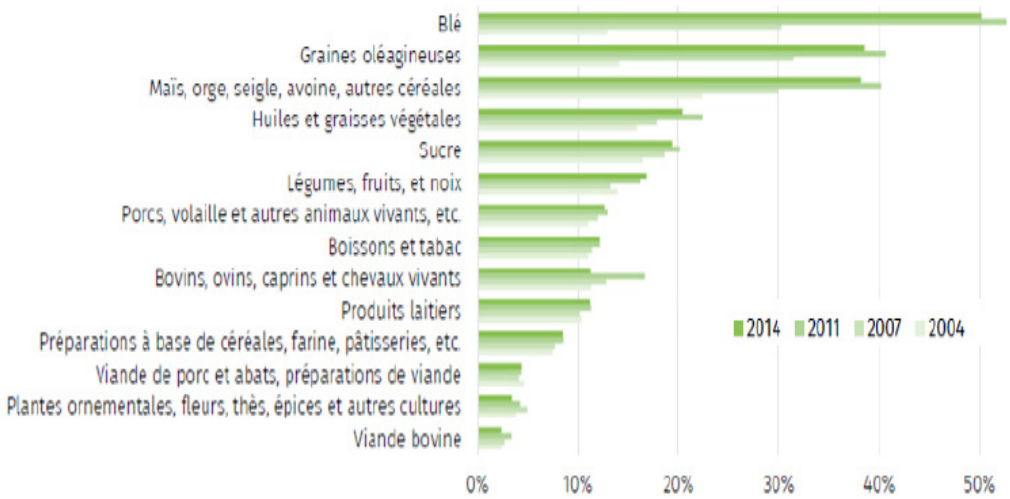
Source : *Actif'Agri*, p. 169

Des analyses des effets redistributifs de la programmation actuelle de la PAC, en termes d'aides par actif, sont proposées (figure 10) et des scénarios alternatifs sont explorés. Les résultats témoignent du potentiel relativement modeste de cette politique en matière d'emplois, au regard d'autres outils.

Politiques de développement du capital humain

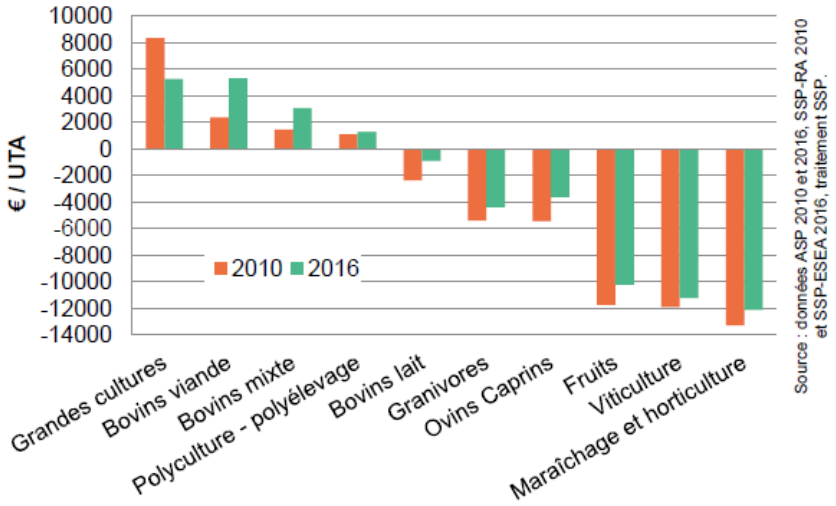
Les politiques qui ciblent le développement du capital humain en agriculture sont l'objet du chapitre 12. On y voit que le niveau de formation initiale des travailleurs agricoles n'a cessé de

Figure 8 - **Part de l'emploi agricole français associé aux chaînes de valeur mondiales (part de l'emploi dans la filière liée aux exportations de produits intermédiaires)**



Source : *Actif'Agri*, p. 161

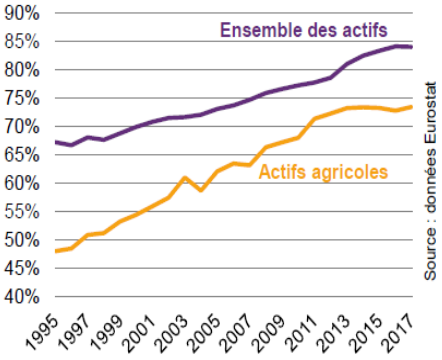
Figure 10 : **Evolution entre 2010 et 2016 de l'écart à la moyenne, en euros, des aides du premier pilier de la PAC par UTA selon le type de production**



Lecture : le champ étudié est celui des exploitations bénéficiaires d'aides du premier pilier en 2010 et 2016. Les barres au-dessus (resp. en-dessous) de 0 indiquent que les bénéficiaires perçoivent plus (resp. moins) d'aides

Source : *Actif'Agri,* p. 191

Figure 11 : **Proportion d'actifs ayant poursuivi une scolarité dans le secondaire en France**



Source : Actif'Agri, p. 202

s'élever, depuis cinquante ans, mais alors que leurs métiers exigent des compétences croissantes, il demeure inférieur à celui des actifs français (figure 11). La diversification des modèles agricoles, la multiplication des accès aux savoirs et l'accélération des innovations technologiques nécessitent d'adapter les compétences tout au long de la vie. Les politiques de développement et de formation, conçues dans les années 1960 et 1970 autour de trois axes (enseignement agricole, installation, développement), s'adaptent progressivement à ces nouveaux enjeux.

Les effets des politiques publiques analysées dans *Actif'Agri* semblent assez ambivalents et relativement limités sur les transformations du monde agricole, qu'elles accompagnent, réduisent ou amplifient plus qu'elles n'orientent ou ne commandent. La plupart n'ont d'ailleurs pas pour objectif l'emploi agricole, ni l'évolution de l'activité ou des métiers, et peu de travaux permettent de réellement évaluer leurs impacts en la matière. Elles restent marquées par les héritages des politiques des décennies antérieures incitant, efficacement, au développement du modèle agricole productiviste d'alors, peu favorable au maintien des emplois agricoles.

6. Quelques enseignements généraux d'*Actif'Agri*

Les douze chapitres de l'ouvrage *Actif'Agri* illustrent, chacun avec leur perspective, les évolutions de la forme et du contenu de l'emploi dans le secteur agricole. La lecture croisée de leurs enseignements permet de dégager plusieurs conclusions générales.

Vers une normalisation et une « porosité » du métier d'agriculteur

Les chefs d'exploitation sont les actifs qui connaissent les transformations les plus marquantes. L'érosion continue de leur nombre est confirmée, tout comme celle des exploitations qu'ils dirigent, en voie de concentration et d'agrandissement. D'une paysannerie autrefois largement majoritaire dans la société française, les agriculteurs ne constituent plus aujourd'hui qu'une minorité au sein d'une population active qui ne cesse de croître et de se diversifier. Marginalisés au sein même des campagnes, ils ne sont désormais qu'un des acteurs de la ruralité, qu'une catégorie socio-professionnelle parmi d'autres.

Le modèle français d'agriculture, traditionnellement structuré autour du couple formé par l'agriculteur et sa femme, éclate lui aussi en divers modes d'organisation, dont le point commun est le désengagement du collectif familial. Si la diversité des modèles a toujours existé, le lien entre la famille et l'unité de production constituait une spécificité historique de l'agriculture française. Aujourd'hui, la famille du chef d'exploitation tend à ne plus s'impliquer dans son travail. Les sources du revenu des ménages agricoles se diversifient, les conjoints sont plus fréquemment d'origine non agricole et beaucoup travaillent hors de l'exploitation. Quant aux enfants, ils ne se destinent pas nécessairement à reprendre la ferme familiale et s'orientent de plus en plus vers d'autres métiers. Devenir agriculteur n'est plus une destinée, ni une vocation, directement liées à une origine et des modes de vie.

Derrière cette tendance structurelle coexistent naturellement des situations diverses selon les filières, les territoires et les histoires personnelles : ainsi, en production laitière, les dynamiques d'agrandissement et d'installation sont toujours majoritairement portées par des exploitations de type familial.

Des apports externes de compétences et de main-d'œuvre viennent pallier ce retrait de la famille, d'où l'accroissement, en relatif comme en absolu, du salariat permanent et surtout temporaire. Ce salariat est également de plus en plus souvent externalisé et porté par des entités juridiques diversifiées : entreprises de travaux agricoles, groupements d'employeurs, CUMA, prestataires étrangers ayant recours à des travailleurs détachés, etc. L'activité agricole est ainsi devenue un système complexe de tâches accomplies aussi bien par l'exploitant que par des tiers. Poussée à l'extrême, cette délégation peut aller jusqu'à concerner toute l'activité de production.

Dans l'ensemble, les travailleurs salariés sont relativement jeunes et ils ont des trajectoires professionnelles assez précaires, au-delà des frontières de l'agriculture et dans divers secteurs économiques. La flexibilité de cette main-d'œuvre s'accroît, entre des contrats de

plus en plus courts et des recrutements via des agences d'intérim, qui contribuent à faciliter les transferts d'activité, entre autres, avec le bâtiment et les travaux publics.

Pour ce qui est des exploitants agricoles, leur mobilité professionnelle tend à croître, même si elle reste faible. Ils s'installent plus fréquemment après des expériences salariales dans d'autres secteurs. Leur niveau de formation initiale augmente, à l'instar de l'ensemble de la société française, mais le système éducatif général joue désormais un rôle prépondérant par rapport à l'enseignement agricole. Ils lancent aujourd'hui de plus en plus souvent leurs projets sans les aides publiques dédiées. Les agriculteurs quittent aussi plus facilement leur exploitation qu'ils ne le faisaient autrefois, et les cessations précoces d'activité augmentent. Ces sorties généralement définitives, vers d'autres horizons professionnels, sont principalement motivées par les difficiles conditions de vie et de travail (rémunération, pénibilité, imbrication de la vie professionnelle et de la vie familiale, etc.), plus que par la défaillance économique de l'exploitation.

Ces différentes évolutions (marginalisation au sein de la société, défamilialisation du collectif de travail, développement du salariat et de l'externalisation des tâches, mobilités sociale et professionnelle accrues, etc.), amènent à conclure à une « normalisation » en cours du métier d'agriculteur : il converge de plus en plus vers celui des chefs de petites ou très petites entreprises des autres secteurs économiques.

De fait, les échanges de personnes et d'informations entre l'agriculture et les autres domaines augmentent, le monde agricole devenant de plus en plus poreux et ouvert. Normalisation et porosité contribuent au processus de « désagricolisation » de la société française, à l'instar de tous les autres pays européens.

Accompagnant et reflétant cette « banalisation » de l'agriculture, les politiques publiques singularisent elles aussi de moins en moins les actifs agricoles. Si les dispositions sociales et fiscales les considèrent encore comme des citoyens particuliers, avec une législation du travail plus souple et moins protectrice pour les salariés, une fiscalité favorisant la productivité du travail, et une moindre protection sociale des indépendants, la tendance actuelle est au rapprochement avec le régime général. Il s'agit dès lors de mieux accompagner la mobilité professionnelle (débats sur le « chômage agricole »), de s'écarter du modèle patrimonial (discussions sur la fiscalité « sociétaire ») ou encore d'améliorer les conditions de travail et de vie (protection sociale, qualité de vie au travail).

L'hétérogénéité croissante des modèles agricoles

Si l'activité de chef d'exploitation se rapproche de celle des autres petits entrepreneurs, le métier d' « agriculteur » recouvre des situations de plus en plus hétérogènes, du point de vue de l'organisation du travail, des tâches à réaliser et des façons de les mettre en œuvre. Cette diversité existait probablement déjà il y a 30 ans ou 50 ans, mais elle était masquée par la prépondérance du modèle familial traditionnel. Avec son effacement, diverses reconfigurations des exploitations agricoles s'observent. Des structures plus complexes apparaissent, proches de l'entrepreneuriat : holdings, regroupements d'exploitants, sous-traitance, etc.

L'élargissement de la gamme des innovations (techniques, organisationnelles, managériales, etc.), accessibles au plus grand nombre, change le métier de chef d'exploitation en diversifiant les référentiels professionnels et les communautés de pratiques. L'essor de l'agriculture biologique en est un bon exemple. Elle s'accompagne souvent d'activités de transformation des produits et de commercialisation en circuits courts ou à la ferme.

Les conditions d'entrée dans le secteur agricole sont également marquées par cette hétérogénéité des modèles, avec des trajectoires variées : les agriculteurs s'installent plus souvent en dehors d'un cadre familial, après d'autres expériences professionnelles, à différents moments de la vie. L'accès au métier reste plus difficile que dans la plupart des autres secteurs, du fait d'un coût d'entrée élevé, lié à l'acquisition du capital productif. Cette difficulté s'accompagne d'une diversification des modalités de propriété du foncier et des formes sociétaires pour le porter, facilitées par l'évolution du contrôle des structures.

Cette diversification des modèles peut être une réponse aux spécificités de l'activité agricole. En effet, celle-ci demeure saisonnière, marquée par des incertitudes liées à l'utilisation d'un capital naturel et à la dépendance de la météorologie. La libéralisation progressive du secteur et l'exposition aux fluctuations des prix augmentent les risques et aléas. Si la régulation des marchés (prix et débouchés garantis) favorisait dans les années 1970 et 1980 les exploitants déployant les « paquets techniques » sous-jacents au modèle standard, aujourd'hui le maintien de l'activité nécessite d'adapter les stratégies de gestion des risques en fonction de son système de production. Les solutions agronomiques, organisationnelles ou financières choisies (recours aux marchés à terme, etc.), contribuent à la diversité des modèles. Ainsi, le salariat peut être un choix pour certaines personnes voulant travailler dans l'agriculture sans devoir en gérer les risques.

Cette tendance à la diversification interroge les politiques publiques, initialement construites pour l'exploitation familiale à la française des années 1960, et dont elles ne se sont écartées que lentement. Elle questionne aussi le statut de l'agriculteur, par opposition au « propriétaire » ou au « manager » de société agricole, ainsi que la définition et les limites de « l'exploitation agricole ».

Précarités et inégalités

Dans les représentations dominantes, l'exploitant agricole incarne symboliquement le travail agricole. Loin de ce stéréotype, *Actif'Agri* montre que l'agriculture est faite de catégories variées d'actifs. Elle a recours à de la main-d'œuvre temporaire voire journalière, familiale ou externe, répondant aux impératifs d'une production qui comporte des pointes de travail, une saisonnalité marquée, divers aléas et une grande volatilité des prix. Tous ces types d'actifs n'ont pas les mêmes statuts ni la même reconnaissance.

Historiquement, la main-d'œuvre familiale constituait une grande part de ces « sans-statut » de l'agriculture : conjointes, parents retraités, enfants, etc. Certains de ces aidants familiaux ont été révélés par les enquêtes statistiques et l'obligation d'opter pour des statuts plus protecteurs, offrant une meilleure reconnaissance du travail effectué. L'instauration du statut de « conjoint collaborateur » a, par exemple, remis en lumière les femmes travaillant sur les exploitations.

Dans certaines régions et pour certaines cultures (arboriculture, viticulture, etc.), des personnes intervenant dans les exploitations sont des travailleurs précaires, relativement mal connus, souvent écartés des débats sur les enjeux du secteur. Leurs conditions de travail sont plus ou moins bien documentées, les plus mal lotis étant probablement ceux qui échappent aux systèmes de suivi, à commencer par les travailleurs illégaux.

L'accroissement du salariat et de l'externalisation concourent au développement d'emplois sous statuts précaires. Cette fragilité et le faible niveau des rémunérations des salariés sont à mettre en regard de la modicité et de l'instabilité des revenus de la majorité des exploitants.

Enfin, en agriculture comme dans d'autres secteurs, les femmes conservent une place différente de celle des hommes : la nature genrée du monde agricole demeure. Les femmes n'exercent pas les mêmes activités, pas dans les mêmes secteurs, elles n'ont pas les mêmes revenus, ni les mêmes trajectoires professionnelles. Bien qu'elles aient une meilleure formation générale et soient plus mobiles, elles sont plus exposées que les hommes aux maladies professionnelles et moins aux risques physiques. Globalement, leur présence décroît dans les exploitations, du fait du développement du salariat agricole, plus masculin, et de la stagnation depuis dix ans de la part des femmes cheffes d'exploitation. Mais ces évolutions masquent des réalités plus complexes, liées à des variations statutaires et statistiques. Longtemps, les femmes exploitantes étaient des conjointes qui reprenaient la ferme au départ à la retraite de leur mari. Aujourd'hui, celles qui s'installent le font plus souvent sous des statuts équivalents à ceux des hommes, et de façon plus autonome, en étant cheffes de leurs projets et non conjointes avec ou sans statut.

Le capital humain, un enjeu prioritaire

Alors que le niveau de formation initiale des agriculteurs n'a cessé de s'élever au cours des

cinquante dernières années, à l'instar de celui du reste de la société, la diversification des modèles agricoles et l'accélération des innovations technologiques nécessitent d'adapter les compétences en continu. Il ne s'agit plus seulement d'accéder à des techniques mais de développer un projet d'entreprise. Aujourd'hui, les travailleurs agricoles, salariés ou non, ont en moyenne un niveau d'éducation toujours inférieur à celui des actifs français, alors que leurs métiers exigent des qualifications et des capacités de plus en plus élevées.

Les questions d'organisation du travail sont en particulier de plus en plus prégnantes. Les choix stratégiques à faire s'élargissent : sur quel marché se positionner ? À quelles activités se consacrer et lesquelles déléguer ? Quelles innovations déployer ? Comment combiner performance environnementale et productivité ? Les chefs d'exploitation ne disposent souvent pas de l'ensemble des compétences nécessaires à l'adaptation de leur activité, d'où le besoin de recourir à des apports externes.

En agriculture comme ailleurs, le savoir conforte le savoir : les actifs ayant le meilleur niveau de formation initiale sont ceux qui se forment le plus tout au long de leur vie professionnelle. Ces compétences sont aussi nécessaires pour entrer en mobilité et réussir des bifurcations professionnelles en cours de carrière.

Le capital humain n'est rien sans de bonnes conditions de santé, permettant une mise en œuvre effective des capabilités. Si la situation s'améliore notablement sur longue période, les conditions de travail des actifs agricoles restent difficiles par rapport à celles de la population française : contraintes horaires, risques physiques, parfois faible rémunération, endettement. Le contexte (isolement, pression sociale, etc.) engendre aussi des problèmes de santé spécifiques. En témoignent la plus forte prévalence des accidents du travail et des maladies professionnelles par rapport à la moyenne générale. Cette situation est acceptée ou tolérée par certains actifs : il leur paraît normal que le travail soit dur, pénible ou entraîne des maladies. Elle est de plus en plus mal vécue par d'autres, qui quittent le métier.

Au regard du revenu agricole, ces conditions difficiles de travail et de vie contribuent pour certains à réduire l'attractivité d'un métier dont les aspects positifs restent pourtant nombreux. Ce handicap participe, entre autres, à la difficulté de recrutement. Un exploitant sur trois n'est aujourd'hui pas remplacé, mais il y a parmi les salariés beaucoup de jeunes, sur lesquels le secteur pourrait capitaliser en les accompagnant dans leurs trajectoires professionnelles et le développement de leurs compétences.

*

Loin de l'image d'un monde figé et traditionnel, *Actif'Agri* montre que l'agriculture se réinvente grâce aux femmes et aux hommes qui la constituent, et qui réorganisent au quotidien leurs activités pour forger de nouveaux métiers et de nouvelles façons de travailler.

Cet ouvrage n'avait pas l'ambition de couvrir tous les aspects et enjeux des transformations du travail et des activités agricoles en France. Des pistes de recherche ont été empruntées, d'autres restent à explorer. Des résultats ont été produits mais beaucoup d'autres manquent et des zones d'ombre demeurent qui nécessitent des recherches complémentaires. Certaines appellent à changer d'échelle analyse, en s'intéressant aux dynamiques régionales ou locales, aux similitudes et dissimilitudes internationales, et aux emplois induits et indirects autour de l'activité de production agricole (amont et aval). L'analyse des effets des politiques publiques reste à creuser à de multiples égards, en particulier sur le volet des dispositifs fiscaux et sociaux.

Les constats et tendances dégagés par *Actif'Agri* révèlent les défis que les décideurs auront à affronter pour, demain, favoriser l'avènement de l'agriculture la plus conforme à leurs attentes. Ils débouchent sur la formulation de quelques axes stratégiques généraux concernant l'ensemble des parties prenantes du monde agricole, et en particulier les acteurs publics. Parmi les nombreux sujets abordés dans la conclusion de l'ouvrage (renouvellement des générations, évaluation des politiques publiques, etc.), on se focalisera ici sur le thème de la performance sociale de l'agriculture française. A cet égard, trois formes de tensions appellent des réflexions futures.

Une première tension est celle entre les objectifs de maintien des emplois agricoles et ceux d'accroissement de la productivité du travail. Cet accroissement repose en grande partie sur des innovations techniques et sur la consommation d'intrants accompagnée par du conseil adapté, soutenu par des incitations publiques, comme les aides à l'investissement et à la modernisation. Historiquement, l'amélioration de la productivité du travail s'est traduite par la sortie du secteur des exploitations les moins productives, ainsi que de leurs actifs. Aujourd'hui, la course à la productivité via l'innovation technologique est mise en question, en raison de son rapport coût-bénéfice de plus en plus défavorable pour les exploitations (endettement, problème de solvabilité, dépendance à l'amont, transmissibilité difficile, résilience). Une voie de résolution de cette tension serait de remplacer l'objectif de productivité volumique par celui de performance économique, consistant à dégager une marge brute plus élevée par actif. Pourraient ainsi être encouragés des systèmes alternatifs, plus économes et autonomes, à bas niveau d'intrants, ayant de plus faibles volumes de production, mais *in fine* des coûts contenus et donc des marges améliorées.

Une deuxième tension existe entre la volonté d'améliorer la qualité du travail, en particulier sa rémunération et son exercice, et la compétitivité prix des exploitations dans un contexte de concurrence internationale. Plusieurs signaux laissent penser que la dynamique actuelle va dans le sens d'une poursuite de la réduction du coût du travail. Se pose alors la question du niveau acceptable de performance sociale de l'agriculture, en France et à l'étranger, et des moyens de l'élever. Parmi les pistes discutées dans l'ouvrage, la « qualité sociale » des biens agricoles pourrait constituer demain un nouveau facteur de différenciation pour les consommateurs des pays développés, comme on a pu le voir dans d'autres secteurs économiques.

Une troisième tension concerne le capital humain : en dépit de la hausse observée des formations et des qualifications, les actifs agricoles sont toujours moins formés que la population générale, alors que le niveau de compétences qu'exigent leurs métiers ne cesse de croître. Le manque de certaines compétences (ex. management, technologies de l'information et de la communication) apparaît comme un handicap pour l'innovation entrepreneuriale et pour les conditions de travail des salariés. De plus, les actifs agricoles recourent moins que les autres à la formation professionnelle continue, tandis qu'une fraction importante de travailleurs demeure éloignée des dispositifs de développement agricole. Pour résorber ces tensions, le groupe *Actif'Agri* suggère d'accentuer les efforts, tant publics que privés, en faveur des salariés de l'agriculture. Plus globalement, le défi du capital humain appelle des réflexions sur les liens entre organisation du travail et valorisation des compétences individuelles et collectives.

Les pistes de réflexion, de recherche et d'action ne manquent pas à l'issue de cet ouvrage, qui nous l'espérons contribuera aux débats sur l'avenir de l'agriculture française.

Vanina Forget, Bruno Hérault
Jean-Noël Depeyrot, Muriel Mahé
Estelle Midler, Mickaël Hugonnet,
Raphaël Beaujeu
Centre d'études et de prospective

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
Service de la statistique et de la prospective
Centre d'études et de prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 PARIS 07 SP
Sites Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr
www.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédacteur en chef : Bruno Hérault
Mel : bruno.herault@agriculture.gouv.fr
Tél. : 01 49 55 85 75

Composition : SSP
Dépôt légal : À parution © 2019